

AFFAIRE ORPEA : Quand l'appât du gain mène au scandale

Le constat accablant établi par le journaliste Victor Castanet dans son livre-enquête « Les Fossoyeurs » vient confirmer des faits inhumains que la Fédération SUD Santé Sociaux dénonce depuis plusieurs années.

Des lanceuses et lanceurs d'alertes, des salarié-es, des agent-es qui s'indignent des conditions de prise en charge des personnes âgées et des conditions de travail dans lesquelles certains patrons et certaines directions les contraignent à travailler couverts par les autorités de tutelle. Sanctionnés, bâillonnés, soumis à un mode de fonctionnement culpabilisant, beaucoup de professionnels de santé ont préféré démissionner.

Le manque de personnels, la prise en charge minimum des résident-es, le rationnement du matériel et de la nourriture, la rétention des moyens financiers, le rythme de travail épuisant, la pression et répression énorme etc. C'est l'OMERTA qui règne dans certains de ces établissements à but lucratif, non-lucratif mais aussi dans les EHPAD publics !

Les dirigeants de groupes comme ORPEA s'engraissent sur le dos de nos anciens avec la complicité de nos gouvernements successifs qui n'ont qu'un objectif celui de tuer les EHPAD publics.

Nul n'ignore plus désormais ces indignités quotidiennes qui se constatent aussi dans certains de nos EHPAD publics !

Personne n'est dupe, réveillez-vous ! Cette maltraitance institutionnelle doit cesser, les personnels n'ont pas signé pour exercer leurs métiers dans ces conditions.

Les familles doivent se faire entendre. Malheureusement beaucoup d'entre elles ont peur de parler et de dénoncer par crainte des conséquences éventuelles que ces alertes pourraient avoir sur les conditions de vie déjà dégradées de leurs parents. Ils ont l'impression d'avoir une épée de Damoclès sur la tête.

La loi « Grand Âge et de l'autonomie » est encore une promesse non tenue par le gouvernement qui vient nous annoncer un « virage domiciliaire » ! Donc les personnes âgées arriveraient en EHPAD à un niveau de dépendance très élevé, avec une prise en charge qui nécessiterait des personnels formés supplémentaires ! Ce qui bien sûr est impossible car il manque déjà de personnels et au vu des moyens mis à disposition pour nos anciens par les acteurs du secteur, les métiers du soin et particulièrement du grand âge sont dévalués !

La Fédération SUD Santé Sociaux ne lâchera rien !

Les mesures du projet de loi PLFSS 2022 pour le Grand Âge sont complètement inadaptées !

La Fédération SUD Santé Sociaux exige des moyens supplémentaires pour les EHPAD :

- Du personnel supplémentaire formé (création de 200 000 emplois), 1 soignant-e pour 1 résident-e.
- L'arrêt du rationnement du matériel et de la nourriture.
- Des conditions d'accueil dignes.
- L'augmentation des salaires.
- La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers.
- L'arrêt immédiat des menaces et des sanctions sur les personnels, les résidents et les familles qui alertent

